

[Texte]

through this, but in every other business, people are not allowed to get away with it. Yet in government, somehow we do. I look forward to reading your complete report all the way through. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Any comments on that, Mr. Shelton?

Mr. Shelton: No, I do not think I will comment on that.

The Chairman: Mr. Hovdebo, five minutes.

Mr. Hovdebo: You mentioned both the Glassco and the Lambert report. How much actual implementation of the recommendations of Glassco and Lambert have been done? Did you get a feeling as you were going through?

Mr. Shelton: You are catching me at a bit of a disadvantage, because it has been a while since I read the Glassco and Lambert reports. My recollection is that essentially the Glassco commission was the one that set up the Department of Supply and Services as the purchasing agent. That thrust was implemented. That was only part of what they looked at, but in the area of purchasing, that thrust was carried out. I think the Lambert reinforced that and in fact suggested perhaps going further with regard to creating common service organizations within the government. I do not know if that has taken full effect, and I am not sure that we would necessarily agree that it should. In some of the service areas, setting up mandatory common service agencies can perhaps be counterproductive in the long term.

• 1210

Mr. Hovdebo: In answering Mr. Scott you suggested that at times the ability of a company to bid was a factor. In the last couple of years I have had a feeling that there was a certain amount of—this is an area we should be looking at a little more—bureaucratic patronage going on. In other words, under the rules of the Department of Supply and Services or in some cases departmental or Treasury Board rules, there is a requirement for bids from four companies. In a couple of investigations I have done, three of those companies did not have a hope of winning the contract. It meant to me that the bureaucrat who is responsible for the bid chose the company he thought should get the bid. That is just an interpretation on my part. Did you find that kind of situation often enough to comment on it?

Mr. Shelton: At least from my personal perspective of the private sector, I would say that particularly in the lower-dollar value areas perhaps the reverse is the case, that there are so many potential suppliers that it becomes an administrative problem to decide how to select suppliers.

Mr. Hovdebo: That is exactly the kind of situation I was thinking about. You get a list of 2,500 suppliers and you have a bid that is less than \$200,000, so you choose four bidders.

[Traduction]

peut-être discuté dans votre document, mais je n'ai pas eu l'occasion de le lire. Mais laissez-moi vous dire que dans n'importe quelle autre entreprise, les gens ne s'en sortent pas aussi facilement. Et pourtant, au gouvernement, on s'en tire. J'ai hâte de lire votre rapport au complet. Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Shelton, voulez-vous répondre?

M. Shelton: Non, je n'ai rien à répondre.

Le président: Monsieur Hovdebo, vous avez cinq minutes.

M. Hovdebo: Vous avez mentionné les rapports Glassco et Lambert. Dans quelle mesure les recommandations de ces deux rapports ont-elles été mises en vigueur? En avez-vous une idée?

M. Shelton: Vous me prenez un peu au dépourvu, car cela fait déjà quelque temps que j'ai lu ces deux rapports. Si je me souviens bien, c'est la Commission Glassco qui avait recommandé que le ministère des Approvisionnements et Services soit chargé des acquisitions gouvernementales. Cette recommandation a été mise en vigueur. Ce n'est qu'une seule partie de leur étude, mais dans le domaine des acquisitions, cette recommandation avait été exécutée. Quant à la Commission Lambert, elle a repris les mêmes arguments et a même recommandé d'aller plus loin en établissant au sein du gouvernement des organismes centraux. Je ne suis pas certain si cette recommandation a été pleinement mise en vigueur, et je ne suis pas persuadé que ce soit nécessaire. À long terme, il se pourrait en effet que l'établissement obligatoire d'organismes centraux dans certains secteurs de service soit même inefficace.

M. Hovdebo: En réponse à une question de M. Scott, vous avez dit que parfois, la capacité d'une compagnie de soumissionner un contrat était un facteur important. Depuis quelques années, j'ai l'impression qu'il existe un certain niveau de favoritisme bureaucratique, et je pense que c'est un domaine que nous devrions examiner d'un peu plus près. En vertu des règles du ministère des Approvisionnements et Services, et même, dans certains cas, des règles du Conseil du Trésor, il est nécessaire d'obtenir des subventions de quatre compagnies différentes. Dans les quelques cas que j'ai examinés, je me suis aperçu que trois des quatre compagnies n'avaient pas la moindre chance de décrocher le contrat. À mon sens, cela voulait dire que le bureaucrate chargé d'étudier les soumissions avait choisi la compagnie qu'il voulait. Mais ce n'est que mon opinion personnelle. Est-ce que ce genre de scénario s'est répété assez souvent pour que vous puissiez en parler?

M. Shelton: De ce que j'ai vu du secteur privé, je dirais que l'inverse est vrai, particulièrement dans le cas des contrats les moins coûteux, car les fournisseurs éventuels sont si nombreux que leur sélection devient un problème administratif.

M. Hovdebo: C'est précisément ce genre de scénario auquel je faisais allusion. Par exemple, vous avez une liste de 2,500 fournisseurs et un contrat de moins de 200,000\$. Vous choisissez donc votre soumissionnaire. Mais c'est la façon de